



UN Women/Elena Ruiz Abril

Note d'orientation

ÉVALUATIONS RAPIDES DES IMPACTS GENRE DU COVID-19

Une note d'orientation pour intégrer le genre dans les évaluations de l'impact socio-économique du COVID-19

Bureau d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Alors que les pays en Afrique de l'Ouest et du Centre s'apprêtent à évaluer l'impact que COVID 19 aura, il est important de reconnaître les différentes façons dont la crise touchera les hommes et les femmes, et d'identifier les mécanismes spécifiques par lesquels l'épidémie touchera les femmes et les filles, et en particulier celles qui sont déjà à risque. Cette note aidera les bureaux Pays d'ONU Femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre, les gouvernements et les partenaires au développement à identifier les principaux impacts de la crise sur les femmes et les filles à prendre en compte lors des évaluations de l'impact socio-économique de COVID-19, afin d'élaborer des actions politiques et programmatiques pour atténuer ces impacts et jeter les bases d'un effort de redressement qui prenne en compte les besoins des femmes et des filles.

QUOI



Cette note présente les éléments clés de l'analyse de genre à introduire lors de la réalisation des évaluations de l'impact socio-économique de COVID-19 dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Parmi tous les impacts potentiels de la pandémie sur les femmes, la note se concentre sur ceux qui sont les plus pertinents pour les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

COMMENT



La note suit les grandes lignes d'une évaluation socio-économique et identifie l'analyse à entreprendre dans les différentes sections. Elle suggère des moyens efficaces de mener une évaluation rapide en utilisant des sources secondaires et des indicateurs existants. Pour les évaluations approfondies qui nécessitent la collecte de données, le bureau régional d'ONU Femmes est en train de mettre au point une enquête rapide pour évaluer l'impact socio-économique de COVID-19 sur les femmes et les filles, dont les résultats pourront compléter l'analyse produite ici au fur et à mesure qu'ils seront disponibles.

POURQUOI FAIRE



Selon les pays, les évaluations de l'impact socio-économique sont menées par les partenaires du développement, le gouvernement ou conjointement par les deux. Les informations produites à l'aide de cette note peuvent être intégrées dans l'ensemble du document d'évaluation socio-économique et/ou être présentées comme un élément autonome. Les bureaux Pays d'ONU Femmes dans la région peuvent utiliser la note pour alimenter leurs discussions dans le cadre des évaluations conjointes de pays, préparer des TDRs pour soutenir une telle analyse, mener eux-mêmes une analyse rapide, informer leur propre planification pour COVID-19, ou produire un dossier de plaidoyer pour s'assurer que les besoins des femmes et des filles sont pris en compte dans la gestion de la crise et l'effort de redressement.

1. INTRODUCTION/RÉSUMÉ

Le COVID-19 a un impact différent sur les hommes et les femmes en raison de leurs différents rôles socio-économiques et des inégalités existantes entre les sexes. Les mesures générales de distanciation sociale et le ralentissement économique résultant de la crise vont toucher le plus durement les femmes occupant des emplois vulnérables. Les groupes de femmes à risque qui sont particulièrement vulnérables à la crise dans X pays sont les travailleuses du secteur informel et les travailleuses journalières, Les travailleuses domestiques, les femmes et les filles migrantes et réfugiées, les victimes de la violence basée sur le genre, les filles vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, les femmes âgées et les travailleuses du secteur santé.

Ne laisser personne derrière : les femmes et les filles en danger dans la crise COVID-19 en Afrique de l'Ouest et du Centre

- ▶ Les femmes dans l'économie informelle, les travailleuses au salaire journalier, les femmes occupant un emploi vulnérable (travailleuses agricoles, femmes de marché, commerçantes transfrontalières, travailleuses domestiques).
- ▶ Femmes migrantes et réfugiées
- ▶ Les femmes et les jeunes filles victimes de violence basée sur le genre (domestiques, pratiques néfastes, victimes d'enlèvement, de traite, etc.)
- ▶ Les filles vivant dans des ménages à faibles revenus et/ou en situation d'insécurité alimentaire.
- ▶ Les femmes âgées
- ▶ Les femmes travaillant dans le secteur de la santé

(En ajoutant des données à cette puce, vous pouvez transformer cela en un message de plaidoyer fort)

2. IMPACTS SUR LA SANTÉ

L'évaluation comprendra une section sur l'impact de la crise sur la santé. Dans cette section, les points suivants devraient être abordés, étayés par des données nationales.

IMPACTS SUR LE GENRE ET LA SANTÉ. La crise pourrait menacer les progrès accumulés au fil des ans en matière de santé sexuelle et reproductive dans un pays X. Comme les ressources de santé publique sont redirigées vers la réponse à la crise et que le système de santé est soumis à une pression accrue à mesure que la crise progresse, les services de santé clés pour les femmes, tels que les services de santé périnatale et de santé sexuelle et reproductive en général, risquent d'être affectés. Les progrès réalisés dans X pays dans la lutte contre la mortalité maternelle au cours des dernières décennies pourraient être menacés. En outre, les femmes enceintes font partie des groupes à risque de COVID-19, et doivent en même temps accéder plus souvent aux établissements de santé pour des examens réguliers, où le risque d'infection est plus élevé. *Ajoutez des données sur la mortalité maternelle, le pourcentage de naissances assistées par des professionnels, les grossesses d'adolescentes et d'autres indicateurs de la santé sexuelle et reproductive, ainsi que les dépenses publiques en matière de santé sexuelle et reproductive (si elles sont disponibles).*

LES FEMMES EMPLOYEES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ. Les femmes sont globalement à l'avant-garde du combat du COVID-19 car elles représentent une grande partie des services sanitaires et du personnel de santé dans les hôpitaux, les centres de santé, les pharmacies et les équipes de nettoyage des services d'urgence. Elles sont donc très exposées à l'épidémie, en particulier lorsqu'il y a pénurie d'équipements de protection, et subissent un stress physique et émotionnel énorme. *(Ajouter des données sur le pourcentage de femmes parmi le personnel de santé).*

LES FEMMES ÂGÉES. Les personnes âgées font partie des groupes à risque pour le virus COVID-19, et l'allongement de l'espérance de vie fait que les femmes représentent une proportion plus importante de ce groupe d'âge dans le pays X. *(Ajouter les données nationales sur le % de femmes de plus de 65 ans par rapport aux hommes si elles sont disponibles).* Les femmes âgées sont plus susceptibles que les hommes d'être analphabètes *(données nationales si disponibles)* et pourraient donc avoir plus de difficultés à accéder aux informations sur les mesures préventives, ce qui aggrave leur exposition au risque du COVID19.

3. IMPACT ÉCONOMIQUE

L'évaluation comprendra une section sur l'analyse économique, si possible par secteur. Dans cette section, les points suivants devront être abordés, étayés par des données nationales.

LES FEMMES DANS LE SECTEUR INFORMEL ET CELLES QUI OCCUPENT UN EMPLOI VULNÉRABLE. Les mesures de distanciation sociale sont plus susceptibles d'affecter les femmes travaillant dans le secteur informel, et les travailleuses à salaire journalier. Certaines perdront leur emploi ou verront leurs revenus considérablement réduits (par exemple, les travailleuses domestiques) et d'autres verront les restrictions de mobilité, la fermeture des frontières ou la fermeture des marchés urbains et/ou de l'industrie hôtelière réduire considérablement leurs revenus et leurs moyens de subsistance. *Ajoutez des données nationales sur le % de femmes travaillant dans le secteur informel, le % de femmes travaillant dans l'agriculture, le % de femmes travaillant dans les marchés, le % de femmes dans le commerce transfrontalier, le % de travailleuses domestiques.*

LES MPME DIRIGÉES PAR DES FEMMES ET LES FEMMES AYANT UN EMPLOI SALARIÉ.

Dans le cadre de l'analyse de l'impact de la crise sur les PME et le secteur privé, inclure les messages suivants.

LES MPME DIRIGÉES PAR DES FEMMES seront gravement touchées par la crise. Les MPME représentent une grande partie des entreprises dirigées par des femmes dans le pays X (données sur le pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes au niveau national, et sur le pourcentage de petites entreprises dirigées par des femmes), et sont concentrées dans des secteurs à faible productivité (ajouter des données sur le pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes dans l'agriculture et les services). Ces entreprises sont fragiles, font face à des problèmes d'accès au financement dans des conditions normales et ont peu de marge pour amortir les chocs économiques. Les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la fermeture des marchés auront un impact immédiat sur elles, car elles ne disposent pas de ressources financières nécessaires pour maintenir leurs activités au-delà de quelques semaines ou de quelques jours dans certains cas. Il convient donc de leur accorder une attention particulière et d'envisager des mesures visant à renforcer leur résilience (voir la section sur les réponses).

Pour les **FEMMES SALARIÉES**, en plus du chômage potentiel ou de la réduction des revenus, la crise risque d'avoir des répercussions sur les femmes en raison de l'augmentation du nombre d'heures qu'elles consacrent à des tâches de soins non rémunérées à la suite des fermetures d'écoles. *Ajouter des données sur le pourcentage de femmes salariées*

4. AUTRES IMPACTS SOCIAUX

L'évaluation peut ne pas inclure une section sur les autres impacts sociaux. Si ce n'est pas le cas, il est important de l'ajouter et d'inclure les messages suivants, si possible, en étayant les déclarations par des données nationales.

AUGMENTATION DE LA CHARGE DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ. La charge de soins des ménages se verra augmenter en raison de la crise, car les écoles sont fermées et les restrictions de mobilité limitent la disponibilité du travail domestique et des autres services d'aide aux ménages. Les femmes font 3 fois plus de travail que les hommes au niveau mondial (*ajouter les données nationales si elles sont disponibles*) et ce schéma devrait se reproduire pendant la crise. Il est donc probable que les femmes assument la lourde charge du travail de soins non rémunéré pendant cette période.

AUGMENTATION DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE.

A la suite de l'expansion du COVID-19 à l'échelle mondiale, les incidences de violences basées sur le genre augmentent rapidement et la crise y contribue de plusieurs manières. Premièrement, les mesures de distanciation sociale, et en particulier l'enfermement, aggravent la situation des victimes de violences domestiques qui se voient enfermées avec leurs agresseurs dans des conditions de stress accru. L'enfermement accroît également l'utilisation d'internet, en particulier par les jeunes, et pourrait accroître l'exposition des filles à la cybercriminalité, y compris à la violence sexiste. Deuxièmement, l'érosion des moyens de subsistance des ménages à court terme peut entraîner une augmentation des pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles (par exemple, les mariages précoces), de la traite, ou peut pousser les femmes à adopter des stratégies d'adaptation impliquant des relations sexuelles transactionnelles. *Ajoutez tout indicateur national de la prévalence des différentes formes de violences basées sur le sexe (mariage précoce, MGF, partenaire intime, agression sexuelle, etc.)*

La crise affecte également les services d'aide aux victimes de la violence basée sur genre. L'accès aux services de signalement et de soutien immédiat est également plus difficile en raison des restrictions de mobilité, et les services essentiels, notamment les soins vitaux tels que la gestion clinique du viol, la santé mentale, le soutien psychosocial, peuvent être perturbés lorsque les prestataires de services sociaux et de santé sont surchargés et se concentrent sur la gestion de COVID-19. Le ralentissement économique associé à la crise du COVID-19 est également susceptible d'affecter à moyen terme d'autres services d'aide aux victimes de VBG, tels que l'accès à la justice et la réinsertion économique. *(Brève description des principaux services de soutien - lignes téléphoniques, refuges, soutien psychosocial public ou dirigé par des OSC, etc. et comment ils sont susceptibles d'être affectés par les mesures de distanciation sociale).*

LES FILLES DANS LES MÉNAGES À FAIBLE REVENU ET/OU EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE. Les filles seront directement touchées par la crise de plusieurs façons, notamment en interrompant leur scolarité à la suite de la fermeture des écoles, augmentation du risque de différentes formes de violences basées sur le genre (voir la section précédente de cette note). Pour de nombreuses filles vivant dans des ménages à faibles revenus, la fermeture des écoles signifiera également la perte de l'accès aux programmes d'alimentation scolaire, avec l'impact qui découle sur leur sécurité alimentaire et sur les résultats nutritionnels. *Ajoutez des données sur l'écart entre les sexes dans l'enseignement primaire et sur le nombre d'enfants participant à des programmes d'alimentation scolaire.*

CONFLIT ET COVID-19. Dans les régions de X pays déjà touchées par un conflit et une instabilité, ou dans les pays largement touchés par un conflit, l'impact de la crise sur les femmes prendra une dimension particulièrement dangereuse. Étant donné la vulnérabilité accrue à bon nombre des impacts potentiels identifiés ci-dessus, et la perturbation critique des systèmes sociaux et communautaires nécessaires pour articuler la réponse à la crise. *L'évaluation socio-économique devrait inclure une section avec une réponse spécifique de COVID-19 dans les régions où les impacts identifiés dans cette note sont analysés à travers le prisme du conflit et où des actions spécifiques d'atténuation sont proposées.*

FEMMES MIGRANTES ET REFUGIÉES. Les femmes migrantes, réfugiées et/ou déplacées ont généralement moins d'accès aux services de base et se trouvent déjà dans une position vulnérable en raison du conflit et/ou du déplacement. Elles peuvent ne pas avoir les mêmes droits juridiques que les ressortissants nationaux, ce qui peut limiter leur accès à certains aspects de la réponse (par exemple, le système de santé). Il sera important d'identifier ce groupe comme l'un des plus vulnérables de tous ceux qui sont touchés par la crise COVID-19 dans l'immédiat. *Ajouter une référence au nombre de migrants, de personnes déplacées et/ou de réfugiés, mentionner s'ils sont dans des camps ou intégrés dans des villes.*

5. RECONSTRUIRE POUR LE MIEUX : VERS UNE RÉPONSE COVID-19 SENSIBLE AU GENRE

ATTÉNUER ET RECONSTRUIRE POUR LE MIEUX. Les éléments spécifiques liés au genre de la réponse COVID-19 varieront d'un pays à l'autre en fonction de l'étendue et de l'importance des impacts identifiés dans les sections précédentes. Cette section de l'évaluation doit fournir des recommandations pour atténuer les impacts de la réponse sur les femmes et les filles et pour s'assurer que les femmes et les filles ne sont pas laissées pour compte dans l'effort de reconstruction. Cela nécessite une combinaison de mesures à court terme (pour atténuer l'effet immédiat de la crise) et de mesures à moyen et long terme qui soutiendront l'autonomisation des femmes tout au long de la reprise.

Pour les **mesures d'atténuation** à court terme, la liste ci-dessous donne des exemples d'actions visant à traiter les impacts sur les femmes identifiés ci-dessus. Toutefois, la liste n'est pas exhaustive et les pays sont encouragés à proposer des actions adaptées à la situation locale.

Pour les **mesures de relance** à moyen et long terme, la priorité est d'évaluer le plan de relance du pays et d'analyser de manière critique s'il cible les secteurs de l'économie qui sont essentiels pour les femmes, si des mesures sont en place pour garantir que les entreprises dirigées par des femmes bénéficieront des mesures économiques et, surtout, si la relance peut être utilisée comme une occasion de "reconstruire pour le mieux" en renforçant la résilience socio-économique d'après-crise tout en s'attaquant aux inégalités structurelles entre les sexes dans différents domaines de l'économie et de la société.

MESURES D'ATTÉNUATION DE L'IMPACT DU COVID-19 SUR LES FEMMES ET LES FILLES

Les femmes dans l'économie

Concevoir l'application de mesures de distanciation sociale pour les marchés et autres infrastructures économiques essentielles d'une manière de tenir compte de la dimension de genre

Expansion des programmes existants de transferts monétaires inconditionnels pour atteindre les femmes qui occupent des emplois informels et vulnérables

Établissement de programmes de travaux publics pour la production dirigée par les femmes, y compris de biens essentiels pour lutter contre COVID-19 (masques, gel hydroalcoolique, autres)

S'approvisionner auprès d'entreprises et de coopératives dirigées par des femmes pour les transferts en nature de nourriture et d'équipements de base

Soutenir l'entrée des PME dirigées par des femmes dans les secteurs clés de l'économie en crise (par exemple, la production alimentaire, les produits de santé et d'hygiène, les équipements de protection, etc.) par une assistance technique, des prêts à taux réduit, des allègements fiscaux et des pratiques de passation de marchés tenant compte de la dimension de genre, tant dans le secteur privé que dans le secteur public

Introduction de congés payés et de formules de travail flexibles pour les travailleurs (hommes et femmes) afin d'adapter leurs horaires à l'augmentation de la charge des soins (pour donner suite à la fermeture des écoles)

Violences basées sur le genre

Si les services de protection des victimes de violences basées sur le genre existaient avant la crise, il est important qu'ils restent opérationnels pendant la crise et qu'ils soient considérés comme l'un des secteurs d'urgence à ne pas fermer si des mesures de verrouillage économique sont envisagées.

Si possible, ils devraient être renforcés par l'allocation de ressources supplémentaires dans le cadre des interventions de crise aux services publics ou aux services de lutte contre la violence basée sur le genre dirigés par des organisations de la société civile (y compris les refuges) pour répondre à l'augmentation des taux de violence basée sur le sexe.

Des mécanismes faciles à signaler dans le contexte de l'enfermement devraient être mis en place, tels que le signalement dans les supermarchés, les pharmacies et autres services de proximité en activité malgré les mesures de distanciation sociale.

La police et les autres services devraient être particulièrement sensibilisés au fait qu'il ne faut pas limiter la mobilité des femmes et des jeunes filles qui sont en train de signaler un cas de violence basée sur le genre.

Continuer à mesurer l'incidence de la violence basée sur le genre pendant la crise, notamment par des mécanismes de mesure rapide (par exemple, signalements via des lignes d'assistance téléphonique, autres mécanismes de signalement d'urgence).

Donner la priorité aux survivants de la violence basée sur le genre parmi les bénéficiaires de transferts d'argent et d'autres mécanismes de protection sociale ainsi que d'autres stratégies de rétablissement des moyens de subsistance et de l'économie.

Protéger les dépenses publiques en matière de santé sexuelle et reproductive et de services de lutte contre la violence basée sur le genre.

MESURES D'ATTÉNUATION DE L'IMPACT DU COVID-19 SUR LES FEMMES ET LES FILLES

Soins non rémunérés

Introduction de transferts d'argent pour les soins aux ménages par l'intermédiaire des femmes

Introduction d'horaires flexibles et de congés payés pour les travailleurs/travailleuses afin de répondre aux besoins en matière de soins

Introduction de messages de sensibilisation sur la redistribution des soins en tant qu'élément civique dans le cadre de l'effort de crise, et la diffusion à grande échelle de campagnes de sensibilisation et de communication plus larges dans le cadre de la réponse à la crise COVID-19.

Collecte de données

Parmi les impacts identifiés dans cette note, il est important de continuer à collecter des données désagrégées par sexe pendant la réponse afin que pouvoir améliorer les programmes au fur et à mesure et tirer des leçons de cette crise pour l'avenir.

Il sera essentiel d'identifier les principaux exercices de collecte de données en cours dans le pays, y compris les enquêtes rapides, et de travailler avec les équipes pour s'assurer que des données désagrégées par sexe sont collectées dans tous les aspects de la réponse et en particulier sur l'impact économique, y compris pour les travailleurs informels, l'incidence de la violence basée sur sexe et les soins non rémunérés.



LE GENRE DANS L'IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE COVID-19



Résumé d'une page en un coup d'œil

1. Introduction

Déclaration sommaire sur l'impact différencié selon le sexe identifiant les principaux groupes de femmes à risque : (i) les femmes dans l'économie informelle, les travailleuses journalières et les personnes occupant des emplois vulnérables, y compris les travailleuses agricoles, les femmes des marchés, les commerçants transfrontaliers, les travailleuses domestiques, etc. ; (ii) les femmes migrantes et réfugiées ; (iii) les victimes de la violence liée au sexe ; (iv) les filles dans les ménages à faible revenu ; (v) les femmes âgées ; et (vi) les femmes travaillant dans le secteur de la santé.

2. Impacts économiques

- Les femmes dans l'emploi informel et vulnérable (accent mis sur l'agriculture, les femmes des marchés et les commerçantes transfrontalières, et les travailleuses domestiques)
- PME dirigées par des femmes

3. Impacts sociaux

- Charge des soins non rémunérés
- Augmentation des taux de violences basées sur le sexe
- Femmes migrantes et réfugiées
- Femmes âgées
- Les filles dans les ménages à faibles revenus

4. Réponse

Mesures d'atténuation à court terme

- Étendre les transferts monétaires inconditionnels à ceux qui occupent des emplois informels et vulnérables, mettre en place des programmes de travaux publics pour la production d'équipements de protection COVID-19 dirigée par des femmes, s'approvisionner auprès d'entreprises et de coopératives féminines pour les transferts en nature de nourriture et d'équipements de base.
- Soutenir l'entrée des PME dirigées par des femmes dans les secteurs économiques clés en situation d'urgence par des prêts bonifiés, des incitations fiscales et des pratiques de passation de marchés tenant compte de la dimension de genre.
- Maintenir et développer des services liés à la violence basée sur le genre, mettre en place des mécanismes de signalement facile pour les victimes dans le cadre de mesures de distanciation sociale et continuer à mesurer l'incidence de la violence basée sur le genre, pendant la crise.
- Plaider en faveur d'une redistribution des soins non rémunérés dans les médias sociaux et d'autres campagnes de prévention COVID-19, et proposer des mécanismes de travail flexibles et des congés payés aux travailleurs pour répondre aux besoins des soins.
- Protéger les dépenses publiques dans les secteurs critiques tels que la violence basée sur le genre, et la santé sexuelle et reproductive.
- Identifier les principaux exercices de collecte de données en cours dans le pays, y compris les enquêtes rapides, et travailler avec les équipes pour s'assurer que des données désagrégées par sexe sont collectées dans tous les aspects de la réponse. En particulier sur l'impact économique, l'incidence de la violence basée sur le sexe et les répercussions sur les soins non rémunérés.

Mesures de relance à moyen terme – analyse des plans nationaux de relance économique pour s'en assurer :

- Ils ciblent la revitalisation économique dans les secteurs de l'économie qui sont essentiels pour les femmes ;
- Ils comprennent des mesures visant à soutenir la reprise dans le secteur informel ;
- Ils sont conçus de manière que les entreprises dirigées par des femmes puissent bénéficier des mesures économiques.
- La reprise est utilisée pour "reconstruire pour le mieux" en renforçant la résilience socio-économique d'après-crise tout en s'attaquant aux inégalités structurelles entre les sexes dans différents domaines de l'économie (par exemple, les soins non rémunérés) et de la société.